

« Appel d'air », attractivité libérale et inhospitalité absolue

Jérôme Lèbre

Le discours sur « l'appel d'air » est un élément connu de la mythologie d'extrême droite. Il consiste à affirmer que les pays qui accueillent le mieux les migrants, ou même les associations qui les sauvent en mer, provoquent instantanément l'arrivée de nouveaux migrants, aggravant donc le problème qu'ils cherchent à résoudre ; il faudrait donc que chaque État organise activement les conditions internes de son inhospitalité et lutte contre les actions humanitaires des citoyens. Dans sa version large, « l'appel d'air » couvre l'ensemble du champ politique. Si l'on part du truisme selon lequel plus un pays est accueillant, plus il attire de migrants, il en découle que chaque mesure allant dans le sens d'une plus grande solidarité sociale, d'une aide aux plus démunis, aux familles, aux chômeurs, ou chaque mesure favorisant le logement ou l'emploi, crée comme un vide aspirant la misère du monde avec la même force que le vent circulant des zones anticycloniques aux zones de dépression ; ce vent mauvais balaie alors l'effort de solidarité, débordé par de nouveaux prétendants au bien-être, et grève l'économie nationale.

Nous entendons cependant montrer que « l'appel d'air » n'est pas seulement un discours d'extrême droite qui viendrait « contaminer » la rhétorique des courants politiques chassant sur les mêmes terres. Il est surtout, et à l'inverse, la version caricaturale et donc révélatrice de l'attractivité économique, concept clef de l'économie libérale. Cette attractivité est en effet indissociable de son effet pervers, que l'on nomme « l'effet d'aubaine » ou « d'opportunité » : une mesure ciblant une certaine catégorie d'acteurs (individus ou entreprises) peut aussi bien en attirer d'autres, qui profitent de l'opportunité offerte par cette mesure. L'exemple

canonique en France de l'effet d'aubaine concerne les guides Michelin : comme ils rapportaient plus que ce qu'ils coûtaient en incitant les automobilistes à rouler et donc à changer plus souvent leurs pneus, ils furent distribués gratuitement jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que la plupart des garagistes s'en servaient de cale pour les voitures en réparation. Cette perversion du calcul de profit, celui qu'effectue en théorie tout acteur d'un système concurrentiel et transparent, guette aussi bien un programme politique qu'une campagne de marketing : une défiscalisation des emplois jeunes peut amener des entreprises à licencier leurs seniors, une aide spécifique aux chômeurs peut amener des salariés à quitter leur emploi, etc. Ainsi une mesure ciblant une population locale peut attirer des « étrangers » qui se comportent exactement comme tous les locaux, cette attraction pouvant très bien entraîner des migrations à l'intérieur d'une même nation, comme le montre l'effet « aimant » d'un État plus social qu'un autre à l'intérieur des États-Unis.

Il en découle que si toute une tradition xénophobe ou même raciste se donne une apparence d'acceptabilité dans le discours sur « l'appel d'air », cette acceptabilité est celle du libéralisme : cette théorie qui semble humaniste, et même égalitaire, puisqu'elle attribue à chacun la même raison calculatrice, théorise également sa propre perversion au contact du monde, ou même n'est autre que la théorie de la perversion du monde par le calcul. Ce dernier n'a alors d'humaniste que son absence de haine, son indifférence vis-à-vis de l'humanité, qui s'accorde tout à fait avec la froide constatation que l'attractivité économique doit toujours être ciblée, donc exclure la majeure partie des hommes, voire la cibler négativement. Ce ciblage négatif détruit tout bavardage sur le libéralisme « inclusif » ; il ouvre bien plutôt la voie d'une inhospitalité sans limite, d'une inhospitalité absolue.

L'inhospitalité n'est en effet pas seulement la limite réelle mais toujours dépassable d'un devoir inconditionnel d'hospitalité ; elle ne se réduit pas non plus à une stratégie « biopolitique » visant à maintenir les migrants dans un état de survie. Une fois admis que plus un pays est attractif, plus il doit s'efforcer de

ne pas l'être, l'effort pour devenir le plus inattraitif possible, donc pour accueillir le plus mal possible, ne trouve devant lui rien d'impossible. Il couvre bientôt lui aussi le champ entier du politique, guidé par l'objectif de la plus grande absence de solidarité interne. C'est ainsi que les démocraties peuvent prendre ce chemin autodestructeur consistant à afficher et à pratiquer une inhospitalité sans limite, qui a, non pas son horizon, mais sa réalité dans sa manière de favoriser le traitement sans humanité des populations étrangères par les gouvernements non démocratiques. L'aspect antisocial et déshumanisant, au niveau mondial, du libéralisme rend alors incontournable l'impératif de cohabiter dans le même monde, version, qui nous semble la plus pertinente, du devoir inconditionnel d'hospitalité.

L'appel d'air, pseudo-théorie d'extrême droite

L'extrême droite, toujours à la fois populaire et libérale, considère les aides sociales, les allocations familiales ou les aides au logement comme des mesures indispensables pour les nationaux et comme autant de vides aspirant les étrangers. Il s'agit alors de reporter la frontière nationale en une multitude de frontières internes, de façon à placer sous une cloche de verre chaque mesure de répartition. Ce discours s'associe de dénonciations constantes et fausses selon lesquelles les «immigrés» de première ou deuxième génération, tout comme les «sans-papiers» et autres «clandestins», seraient les premiers bénéficiaires de ces mesures, les uns complotant au bénéfice des autres, comme on le voit dans ce «Plan banlieues» du Rassemblement national : «*Dans certains quartiers, il faut mettre fin à la politique de construction de logements neufs par les organismes de HLM, véritable appel d'air en faveur de l'immigration (dans certains quartiers [sic], les logements à peine sortis de terre, des messages partent à l'étranger pour faire venir des futurs habitants)*¹. »

Ainsi se confirme que l'immigration n'est pas à l'extrême droite un thème politique parmi d'autres, mais l'un des versants

1. Rassemblement national, «Plan Le Pen pour les banlieues».

indispensables de toute mesure politique. Une mesure sociale peut être rejetée parce qu'elle crée un appel d'air, mais aussi bien ce dernier est la preuve qu'il s'agit d'une bonne mesure, qui demande « seulement » à être protégée de ses prétendants indésirables. Dans ce contexte, le migrant, l'étranger est la figure extrême qui donne un profil ou une forme à tout indésirable : toute la population des fonctionnaires, assistés et autres fainéants qui guettent toute occasion. Le « ciblage » de chaque mesure implique une « préférence nationale » qui ne cesse de distinguer non seulement les nationaux et les étrangers, mais aussi les « bons » nationaux des mauvais.

De même, l'extrême droite ne critique jamais frontalement les politiques destinées aux étrangers, qu'elles soient d'accueil ou de naturalisation : l'unique problème de ces mesures est toujours qu'elles créent un appel d'air brouillant la distinction adulée entre prétendants légitimes et illégitimes. Ainsi il n'est pas reproché directement à l'Europe d'accueillir des réfugiés, mais d'aspirer par cet accueil le « *réservoir inépuisable* » (Marine Le Pen, juin 2015¹) des candidats à la migration, à commencer par les migrants économiques. L'extrême droite n'est pas non plus opposée à toute naturalisation. Seulement, toutes les naturalisations « légitimes » amènent autant ou plus de candidats à la naturalisation, de moins en moins légitimes. Il en va de ces mesures destinées aux étrangers comme des mesures sociales destinées aux locaux : leur effet aspirant fait qu'on ne sait jamais s'il faut les prendre ou ne pas les prendre, la « solution » consistant alors à les condamner tout en les défendant et, sans doute, si l'extrême droite parvient au pouvoir, à les prendre sans les prendre.

La ligne de crête inexistante sur laquelle se tient cette politique apparaît telle quelle quand il s'agit de se positionner face au sauvetage en mer des migrants : il faudrait à la fois, au nom du droit à la vie, sauver ceux qui sont *actuellement* en train de se noyer, tout en supprimant tout système de sauvetage pour

1. https://www.lepoint.fr/politique/marine-le-pen-le-reservoir-de-refugies-est-inepuisable-24-09-2015-1967677_20.php

ne pas créer d'appel d'air ; les bateaux des associations ne se voient donc pas directement reprocher leurs opérations mais leur existence, comme s'ils avaient eux-mêmes provoqué la situation contre laquelle ils luttent. Selon le même raisonnement, ceux qui sauvent des migrants qui étaient en train de se noyer n'ont droit à l'existence qu'en mer : « *accepter que les bateaux de migrants accostent crée un appel d'air irresponsable* » (*tweet* de Marine Le Pen daté de juin 2018, juste après l'arrivée de l'*Aquarius* à Valence).

Cette pseudo-théorie et cette pseudo-politique ne retrouvent une cohérence que dans la mesure où deux conditions complémentaires, à la fois ciblées et dissuasives, sont censées rendre inutiles les mesures de secours et d'accueil : la fermeture des frontières et le renvoi immédiat « chez eux » de tous les migrants indésirables (presque tous). Il faut comprendre que, grâce à ces mesures, les contradictions dans lesquelles plonge cette politique dès qu'il est question de mesures de solidarité sociale, de secours ou d'accueil n'existeraient tout simplement pas. Il reste alors simplement à éviter, comme le rappelle le Républicain extrémiste Éric Ciotti, toute aide au départ volontaire, car elle aussi crée un appel d'air !

Il est d'usage de considérer que ce discours contamine les autres courants politiques, à commencer par la droite dure (par exemple, l'actuel Parti républicain français use, on le sait, du même langage que le Rassemblement national). Nous pensons plutôt que l'extrême droite s'ancre bien dans le libéralisme, et la preuve en est ici que la pseudo-théorie de l'appel d'air se fonde sur un effet d'opportunité ou d'aubaine qui n'implique *a priori* aucun discours racial ou xénophobe envers les migrants. Ceux-ci calculeraient simplement le bénéfice net de leur migration comme tout individu adoptant (toujours *a priori*) le comportement le plus rationnel possible sur le marché du travail, des biens et des services. Le fameux « problème de l'immigration » est alors à la fois cerné et désamorcé par son inclusion dans celui, bien plus général, des effets économiques

pervers que peut entraîner toute mesure, lesquels doivent être calculés au même titre que les effets positifs.

Effet d'aubaine et *benchmarking*, ou le fond libéral de l'appel d'air et sa version sociale-démocrate

De même que l'État fermé dont rêve l'extrême droite supprime dans l'idéal ce « problème de l'immigration » qui fait dans la réalité son fonds de commerce, ce problème n'existerait pas dans le système idéal du libéralisme, parfaitement ouvert, transparent et concurrentiel. La libre circulation des personnes et des marchandises pourrait garantir une régulation parfaite du marché des biens et du travail, les migrants viendraient et s'en iraient dans un monde fluide en fonction des opportunités économiques. Il n'y a d'effets pervers que dans la mesure où l'économie libérale doit fonctionner dans un cadre spatio-temporel qu'elle ne domine pas entièrement : un cadre où des garagistes peuvent placer sous les voitures, en guise de cale, un guide de restaurants gratuit (le Michelin) ; un cadre où des restaurateurs peuvent estimer qu'un cuisinier venant d'obtenir son droit d'asile est moins employable chez eux que dans un parking de nuit. Ce cadre s'appelle la réalité. C'est dans cette réalité que l'économie libérale doit s'assortir « en même temps » de mesures juridiques et sociales qui ne lui correspondent pas et gérer ces effets pervers complexes.

C'est ainsi que le libéralisme est « en même temps » social, tout en redoutant l'effet d'aubaine qu'entraîne toute mesure sociale, qu'elle soit d'incitation à l'emploi, d'allocation-chômage, de logement, de santé, redoutant aussi (mais moins !) les effets d'aubaine qu'entraîne la défiscalisation des entreprises. C'est de la même manière que tout en reposant sur la mondialisation du marché, il redoute le calcul que pourraient faire les migrants afin de choisir le meilleur environnement social, et non seulement le marché du travail qui a le plus besoin de main-d'œuvre. C'est le fameux danger du *benchmarking* auquel se livreraient les migrants, comparant tous les États avant de cibler celui qui les

accueillera et les assistera le mieux (et qu'importe si le terme de *benchmarking* est ici inadéquat), la circulation mondiale de l'information assurant ici la « transparence » des différents systèmes.

Dès lors, pour lutter contre l'effet d'aubaine, un État libéral doit fermer ses frontières, ou pire : assumer une politique d'inhospitalité qui, ne pouvant simplement s'en remettre à la solution de l'État fermé excluant immédiatement tout clandestin, est d'autant plus active et ciblée. La législature de Trump offre un bon exemple d'une telle politique : son programme libéral et protectionniste impliquait la construction d'un mur imprenable protégeant les États-Unis de l'immigration sud-américaine à partir du Mexique. La construction de ce mur s'est heurtée à des difficultés diplomatiques et politiques multiples ; mais elle a d'emblée trouvé sa compensation dans une inhospitalité radicale « offerte » aux migrants, jusqu'à provoquer l'écœurement d'une partie de la population américaine.

Qu'en est-il alors des démocraties que l'on pourrait dire vraiment « sociales » et qui ont été plutôt gagnées par le libéralisme ? Plutôt qu'à la France, on pense ici aux démocraties scandinaves. Mais de fait, celles-ci ont bénéficié de fortes entrées économiques au cours de la période coloniale et de la première révolution industrielle (mines, pêche, commerce maritime, exploitation des ressources des Indes et du Groenland ; la Norvège gardant le privilège cinquantenaire de ses ressources pétrolières en mer du Nord), ce qui a permis la mise en place d'un système de redistribution des richesses d'emblée réservé aux autochtones. Les démocraties scandinaves sont des puissances sociales fermées, qui se sont d'autant plus autorisées l'accueil de réfugiés politiques qu'elles réduisaient à leur manière, c'est-à-dire drastiquement, les critères de ce statut, limitant encore plus strictement toute immigration dite « économique ». Il est vrai qu'une partie des Inuits, ceux qui sont les victimes directes de la colonisation danoise, peuvent se rendre en métropole ; mais c'est alors pour devenir les SDF de ce pays réputé sans SDF. Dans ce même pays, la gauche sociale-démocrate a alterné avec une droite libérale associée à l'extrême droite, avant que la

gauche elle-même n'assume un discours anti-immigration sans complexe pour remporter les élections législatives de 2019. Ces modèles de démocratie, qui se considèrent elles-mêmes comme telles, sont donc aussi des modèles dès qu'il s'agit de lutter contre les « appels d'air » et le *benchmarking*.

Réfutation de « l'appel d'air » et relativisation de l'effet d'aubaine : la fonction des sciences sociales

L'articulation entre la pseudo-théorie de l'appel d'air et la théorie économique de l'effet d'aubaine est celle d'un discours extrémiste et d'un discours libéral qui n'ont nullement renoncé à faire appel à la « science ». L'appel d'air est bien sûr un pseudo-concept scientifique : il correspond assez bien à ce que Bachelard appelait un obstacle épistémologique, donc une intuition vague de la nature qui est d'autant plus efficace qu'elle simplifie la réalité, alors même que la science n'avance effectivement qu'en se libérant des intuitions immédiates. En revanche, l'effet d'aubaine semble un concept d'autant plus valable qu'il s'éloigne de l'intuition : comme tout effet pervers il reste calculable, mais en dehors des effets directement « attendus » d'une mesure, obligeant à tenir compte du fait que cette mesure est vouée à plonger dans une réalité plus hétérogène et plus complexe que son cadre de conception. La force critique de ce concept, qui inclut en lui-même la différence entre la théorie et la réalité, est alors indissociable de sa force rhétorique : il semble que l'effet d'aubaine vienne compléter la cohérence d'une économie libérale qui serait devenue assez lucide pour inclure l'explication de ses effets pervers, et corrigerait de cette manière « l'angélisme » social-démocrate qui, nous venons de le voir par le détour scandinave, n'est pas si angélique.

Seulement, le propre du réel est de ne jamais se laisser expliquer par une seule théorie et une seule science : il est justement trop complexe (ou trop pervers) pour cela. Qu'elle s'appuie ou sur la fausse physique de « l'appel d'air », ou sur le présupposé économique du calcul de profit avec ses effets normaux et ses

effets pervers, la politique n'a donc rien changé de sa relation traditionnelle au savoir tant qu'elle ne tient pas compte de la multiplicité des théories nécessaires pour expliquer partiellement un seul groupe de phénomènes, et donc de la multiplicité de facteurs hétérogènes qui entrent en jeu dans cette explication. C'est pourquoi, à l'heure même où les migrations sont étudiées par un ensemble disparate de sciences sociales (économie, sociologie, anthropologie, démographie, géopolitique...), ce travail transdisciplinaire tranche avec le discours politique, lui opposant une approche véritablement contre-intuitive qui l'invalide presque totalement.

Un article classique sur la question, d'autant plus précieux qu'il a pour seul objectif de condenser plusieurs décennies de recherche internationale, détruit ainsi minutieusement tous les présupposés habituels en ce domaine¹. Son premier apport est de distinguer rigoureusement l'attractivité économique d'un pays, due au marché du travail, et son attractivité sociale. Il s'avère alors que la première, correspondant au fonctionnement « normal » du libéralisme, n'est un facteur de migration déterminant que pour des migrants particulièrement qualifiés. Cela signifie-t-il pour autant que les migrants peu qualifiés choisissent un pays pour le niveau de ses aides sociales ? Il n'y a là aucune réponse simple. Tout d'abord, un pays peut donner l'illusion d'être choisi pour le montant de ses aides, alors même que ce dernier s'explique par le montant des retraites (c'est le cas de la France et d'autres pays vieillissants). Ensuite, si les migrants ont été globalement dans les années 1990 des bénéficiaires nets des aides sociales dans certains pays de l'OCDE (en particulier le Royaume-Uni et la Suède), leur assimilation et la stagnation des aides font qu'ils en sont devenus globalement des contributeurs nets. Enfin, il faut une approche qualitative des populations comme des aides. S'il est alors vrai que les pays qui offrent le plus d'aide aux familles et au logement (en

1. Corrado Giulietti, Jackline Wahba, "Welfare migration", Institute of the Study of Labor (Iza) DP No. 6450 March 2012, <http://ftp.iza.org/dp6450.pdf>

premier lieu, à nouveau, le Royaume-Uni) attirent de nouvelles familles, ces dépenses sont contrebalancées par le fait que les migrants reçoivent moins d'allocations destinées aux chercheurs d'emploi. La différence des aides d'un pays à l'autre rend donc finalement difficilement décelable leur attractivité sociale. « *Si la preuve d'une immigration dépendante de l'aide sociale peut être trouvée, elle apparaît plutôt réduite* », conclut l'article ; ou encore : « *la peur des abus dus à l'immigration est quelque peu infondée et très exagérée* ».

Nous avons cependant réservé jusqu'à ce moment son argument le plus décisif. Dans la relation entre système social et migrations, ce ne sont pas les effets pervers qui dominent, mais les effets endogènes : alors que l'on pourrait penser que les migrants se rendent dans les pays les plus généreux en aides, aussi bien ce sont les migrations qui ont provoqué l'augmentation (stabilisée, voire annulée depuis les années 2000) du montant global des aides. Ainsi affirmer que les aides sociales accentuent par leur attractivité le problème qu'elles entendent résoudre, c'est s'aveugler sur le fait qu'elles ont tout simplement (ou qu'elles ont eu) une efficacité, même relative, pour pallier des facteurs de migrations qui n'ont rien à voir avec leur attractivité. Continuons cette idée : une politique prétendument réaliste qui voudrait limiter « appels d'air » et « effets d'aubaine » n'est alors jamais qu'une politique exclusive qui veut s'aveugler sur les facteurs les plus importants de migrations, lesquels engagent tout autrement sa responsabilité.

Dans cette perspective, le plus important est de rappeler que les migrants, le plus souvent, ne quittent pas leur pays parce qu'ils sont attirés par un autre, mais parce qu'ils ne peuvent plus vivre où ils avaient toujours vécu. L'idée même d'attractivité rejoint un préjugé très général sur les migrations, qui privilégie les flux au lieu de se centrer sur la nécessité et le droit d'habiter quelque part. Or, s'il est un calcul de la migration, il n'est pas de rechercher le plus grand bénéfice net, mais bien d'échapper à la souffrance et à la mort.

Cela veut dire, avant tout, échapper à la guerre civile ou extérieure. Supposer un *benchmarking* des systèmes sociaux de la part des migrants apparaît particulièrement sordide de la part d'États qui ont construit et construisent leur richesse et leur bien-être social par leur implication directe ou indirecte, immédiate ou historique, dans des guerres qui ont rendu des zones entières du globe inhabitables. Il ne s'agit pas d'affirmer que ces États sont toujours les premiers responsables de ces guerres : simplement de rappeler qu'ils ne sont jamais les derniers. Or, c'est bien la guerre ou la violence interne qui provoquent les migrations d'origine irakienne, syrienne, kurde en Europe, mais aussi la nouvelle immigration sud-américaine en direction des États-Unis, qui n'a pas augmenté mais qui a changé d'origine et de composition : elle ne se justifie plus par une immigration de travail mexicaine, le marché du travail aux États-Unis s'étant brusquement détérioré après la récession de 2008 tandis qu'il tend à s'améliorer au Mexique. Il est avant tout dû à la déstabilisation politique entraînant la violence des gangs et des polices au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Venezuela : c'est bien pourquoi, parmi les nouveaux migrants, le nombre de célibataires a chuté tandis qu'augmentait brusquement la proportion des familles (de 10 % à 30 % ces dix dernières années), bien souvent des mères seules avec leurs enfants¹.

La guerre entretient avec la pauvreté un lien bien plus étroit que ne le suppose la différence entre réfugié « politique » et « économique » : outre que la guerre est le premier facteur d'appauvrissement, la pauvreté a les mêmes causes et les mêmes effets qu'elle, elle tue également et implique de la même manière les États ou plutôt les acteurs économiques qui accaparent les richesses (dont les moyens de santé). Elle ne permet pas plus d'affirmer que les migrants sont « attirés » vers l'Europe et les États-Unis par des aides sociales qu'ils ne toucheront qu'avec une faible probabilité et après un long délai,

1. <https://www.vox.com/the-big-idea/2018/6/20/17482638/children-family-separated-immigrants-policy>

et qui, dans aucun calcul, ne viennent compenser les coûts et les risques de la migration. Les migrants ont de fait été expulsés de leur lieu de vie, obligés de se rendre n'importe où plutôt que de rester où ils étaient.

Il est d'autant plus important de le signaler qu'un nouveau facteur de migration prend de l'importance, le facteur climatique : alors la responsabilité des pays dits « d'accueil » est encore plus nette, tandis que l'idée d'attractivité, qui sera toujours prête pour toutes les rhétoriques anti-migrants, aura radicalement perdu de sa pertinence.

Si l'on passe ensuite aux facteurs d'attrait, on se rend vite compte que la prétendue « aspiration » due aux aides sociales compte bien peu, comparée à des facteurs d'ordre historique, sociologique et anthropologique. Les migrants se rendent avant tout dans les pays dont ils comprennent la langue et où se trouvent déjà des membres de leur famille ou de leur pays d'origine : donc, avant tout, des pays voisins des leurs (d'où l'importance des migrations à l'intérieur de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Amérique latine, qui ne visent absolument pas l'Europe ou les États-Unis), ainsi qu'au centre des anciens empires coloniaux. Ces réseaux historiques et sociaux recourent souvent, mais pas toujours, ceux des passeurs et dès lors, ce qui paraît d'abord être un choix n'est ni plus ni moins qu'une obligation. Forcés de partir, les migrants ne vont pas où ils veulent. Telle est la loi qui passe avant tout « appel d'air » et même avant toute tendance « communautaire¹ ».

Cette loi s'applique d'autant plus que les migrants ne s'arrêtent pas non plus où ils veulent. Le cas de la France et de la Belgique est sur ce point instructif. D'un côté, c'est souvent pour ne pas rester en Italie, où les occasions de travail (au noir et/ou mal payés dans l'agriculture, le bâtiment, l'industrie) ne compensent pas les violences policières envers les migrants, que ceux-ci montent plus au Nord. Ou bien c'est en raison de

1. F. Gemenne, « La France terre d'asile est une légende », dossier « Réfugiés – le mythe de l'appel d'air », *Politis*, n° 1451, 26 avril 2017.

l'attractivité du Royaume-Uni, dont nous avons déjà effleuré la complexité (marché du travail ouvert certes, surtout par le manque de contrôle du marché noir, mais avant tout ancienne puissance coloniale, permettant mieux que bien d'autres pays dont la France l'accès à certaines aides sociales, ce qui ne veut pas dire à toutes). L'immigration en France et en Belgique, ces pays peu accueillants tant du point de vue du marché du travail, du droit d'asile et de l'accueil, s'explique donc en grande partie par leur situation géographique qui en fait des pays de refuge provisoire ou de transit dans lesquels les migrants sont bloqués tant qu'ils ne sont pas « dublinés ». Cela ne fait qu'augmenter la violence et l'absurdité des discours nationaux s'illusionnant sur leur attractivité, de part et d'autre de la frontière franco-belge. Mais il est vrai que l'absurdité et la violence n'ont pas de frontières.

L'attractivité d'un pays devrait expliquer que les migrants non seulement choisissent d'atteindre un pays, mais aussi d'y rester. Or, l'exemple français montre que dix ans après leur arrivée, de 30 % à 50 % des migrants sont déjà repartis, ces départs ayant augmenté entre 2006 et 2013 au point de diminuer le solde migratoire¹. Cela tient d'une part au fait que les facteurs les plus importants d'arrivée dans un pays (les réseaux sociaux, la connaissance de la langue) ne sont pas suffisants pour y demeurer : ainsi une étude portant sur les migrations sénégalaises montre qu'après s'être rendus en France, les migrants redescendent vers l'Italie pour trouver du travail. Les départs ont lieu également vers les pays d'origine, dans la mesure même où une grande partie de migrants n'ont jamais eu le projet de faire venir leurs familles. Les anthropologues confirment ce que prouvent les démographes : toute migration se définit d'abord par la contrainte d'une expulsion entraînant un lien évolutif mais jamais rompu avec le point de départ². Cette attractivité

1. L'immigration réagit-elle aux « appels d'air » ?, entretien d'Anne Chemin avec le démographe Cris Beauchemin, *Le Monde*, 11 janvier 2018.

2. Une idée développée en particulier par Michel Agier.

en général plus forte que l'« aspiration » sociale du pays d'arrivée reste le point aveugle de tous ceux qui ne peuvent s'empêcher, selon la même loi anthropologique, de considérer leur pays comme le plus désiré au monde.

L'inhospitalité sans limites ; contre-publicité et violence

D'une manière très nette, les démocraties dites « libérales » se retrouvent paradoxalement en lutte contre leur propre attractivité. Il est vrai que, par définition, toute valeur est attractive : par exemple, un beau tableau, un beau paysage, un beau pays. Toute communauté est également soudée par son attractivité : une communauté ouverte accepte d'attirer ou cherche à attirer des membres extérieurs, une communauté fermée entend se fonder uniquement sur son attractivité interne. Le propre du libéralisme est alors de considérer que toute valeur, donc aussi toute attractivité, est virtuellement marchande¹. C'est ainsi qu'une entreprise comme une nation doit attirer des capitaux, ou qu'une nation doit attirer des touristes – c'est-à-dire des devises. La beauté des paysages, le patrimoine culturel, l'hospitalité des habitants, la démocratie elle-même, tout cela se vend ou se loue (au moins sous la forme de tickets d'entrée) – à ceci près que l'ordre politique se vend bien mieux que l'agitation démocratique, si bien que, sur le marché des capitaux comme du tourisme, la plus grande valeur marchande revient aux démocraties très « ordonnées ». Il apparaît alors que les effets d'aubaine ne sont pas seulement des effets pervers de l'économie : si rien n'est par définition retiré définitivement du marché, il est tout à fait normal que la répartition sociale des richesses exerce son attractivité sur le marché mondial

1. Voir Arjun Appadurai, *Condition de l'homme global*, partie I, Chapitre I, « Marchandises et politiques de la valeur » ; ce texte offre une magnifique interprétation du « *potentiel de marchandisation de toute chose* », qui n'est pas conditionné par le capitalisme mais s'accroît considérablement avec lui. Nous n'adhérons cependant pas à sa thèse, inspirée de Simmel, selon laquelle toute valeur repose sur l'échange.

des biens. Le marché est toujours légitime et ne pose jamais qu'un problème de ciblage : il s'agit toujours d'attirer les bons capitaux (ceux d'un fonds de pension américain plutôt que ceux d'une banque véreuse ou d'une mafia), les bons touristes disposant d'un montant suffisant de bonnes devises, les bons étudiants (également ceux qui disposent des bonnes devises). Il faut aussi attirer les bons migrants économiques, disposant d'assez d'argent ou de qualification. Les réfugiés politiques ne sont dans ce contexte rien d'autre que des migrants disposant d'un capital politique susceptible, à petite dose, d'augmenter la valeur d'une démocratie.

L'attractivité économique est donc toujours ciblée et implique toujours son contraire, la répulsivité réservée aux populations non ciblées. Elle répond donc à la perversion du calcul de profit en devenant elle-même entièrement perverse. Il va de soi que le prix joue ici un rôle majeur : attractif dans la mesure où il exprime la valeur d'un bien, il est en même temps répulsif pour ceux qui ne peuvent le payer. Ainsi le projet français d'augmenter brusquement les frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers a été officiellement présenté non seulement comme un moyen de financement, mais avant tout comme un moyen d'augmenter « l'attractivité » des établissements. De la même manière, le coût de la vie dans les pays scandinaves a toujours été le filtre le plus efficace de la migration économique. Quand un prix n'est pas assez répulsif, il faut en ajouter un deuxième : dans le marché de l'art, les espaces d'expositions attirent des visiteurs qui ne sont pas des acheteurs potentiels et ne sont donc pas repoussés par le prix des œuvres ; il faut donc ajouter un prix d'entrée dissuasif, qui sera remboursé en cas d'achat. Le prix d'un visa, la somme que l'on doit détenir sur son compte pour obtenir une autorisation de séjour prolongée, la proportionnalité entre le tarif des passeurs et le degré de fermeture des frontières, jouent le même rôle sélectif à l'entrée d'un territoire.

Mais si la répulsivité des prix annule mathématiquement les effets d'aubaine, son inefficacité dans le contexte des migrations

finit de prouver que cet effet est ici minime. Les migrants arrivent *coûte que coûte*. Ceux qui ont payé des fortunes aux passeurs et ont risqué leur vie en traversant la Méditerranée n'ont pas vraiment de considérations pour le coût de la vie dans leur pays d'arrivée. Ils visent bien plus à survivre qu'à s'enrichir, que ce soit matériellement ou, comme les touristes, symboliquement. Et à vrai dire, ce sont tous les facteurs qui débordent les effets d'aubaine qui s'avèrent comme autant de composants de cet aspect radicalement *anéconomique* des migrations, lequel rend impossible la distinction entre les réfugiés politiques et les migrants économiques.

Telle est la raison de la politique d'inhospitalité que développent les démocraties dites libérales. Toujours soucieuses de leur attractivité et capables de la quantifier économiquement en termes de balance des paiements, elles sont aussi vouées à cette inhospitalité sans mesure qui est censée lutter contre les processus anéconomiques de la migration. Non ciblée économiquement, celle-ci doit le devenir d'une autre manière, la seule manière qui s'oppose à la loi du marché étant son indispensable complément anéconomique, à savoir la violence.

Il n'est alors pas étonnant que cette inhospitalité soit encore comprise selon les lois du marché tout en les débordant et en les transgressant systématiquement. Ici, toute enquête ou toute dénonciation est déjà magistralement devancée par une contre-publicité qui suit les voies de la transparence des échanges aussi bien que de la publicité dans le domaine marchand. C'est ainsi que l'Australie a consacré en 2014 vingt-trois millions de dollars à une campagne publicitaire en image et vidéo, de diffusion mondiale, traduite en vingt-six langues, avant tout à destination du Sri Lanka, de l'Irak et de l'Afghanistan, dont le slogan est sans équivoque : « *No way; you will not make Australia home*¹. » Elle a été suivie à partir de 2015 par le Danemark, la Norvège et la Belgique, qui ont financé de telles campagnes sur Facebook

1. <https://www.courrierinternational.com/article/2014/10/15/la-campagne-anti-immigration-explose-son-budget>

ou en achetant des encarts publicitaires en Afghanistan, en Irak, en Syrie, au Liban pour les réfugiés syriens¹. Ces « informations » entendent alors explicitement rétablir une « transparence » (c'est le terme utilisé par l'Australie) rendue indispensable par de supposés messages de désinformation diffusés par les passeurs. Il y est question du contrôle aux frontières, du renvoi immédiat des immigrés clandestins dans un autre pays ou dans leur pays d'origine, de la réduction des indemnités pour les réfugiés, de la difficulté et de la sévérité des procédures de droit d'asile. Certes, ces publicités sont aussi (ou avant tout) à usage interne, pour montrer à ses électeurs que le gouvernement lutte contre l'immigration « à la source ». Mais cela ne fait que renforcer le paradoxe qui nous intéresse ici : une démocratie libérale doit se présenter, à l'intérieur et à l'extérieur, comme une nation absolument inhospitalière, faisant alors un contre-emploi systématique des moyens qui lui permettent de se montrer attractive pour ses citoyens comme pour les capitaux étrangers, les touristes, la main-d'œuvre qualifiée ou les étudiants riches.

Or, dès qu'il s'agit de prouver son attractivité ou son inhospitalité, on ne peut plus distinguer communication et action, publicité et transparence, discours et réalité. De même que toute campagne de marketing n'a de sens que si elle est correctement ciblée, mais suppose également des efforts sur le contrôle qualité du produit (y compris dans le domaine du tourisme), la publicité négative qui cible les migrants s'accompagne d'une violence effective exercée contre eux. La publicité qui vise à faire connaître dans un milieu globalisé et concurrentiel l'inhospitalité d'un pays ne fait alors pas que l'exagérer, elle exprime clairement que cette inhospitalité n'a aucune limite.

La violence contre les migrants vise donc à se manifester *et* à se communiquer. En ciblant les migrants effectivement présents, elle entend les empêcher de se fixer quelque part et les inciter à quitter au plus vite le pays. Mais surtout, elle s'adresse, à travers

1. <https://www.courrierinternational.com/article/danemark-une-campagne-de-publicite-pour-dissuader-les-migrants>

eux, à tous les migrants « potentiels », donc à la majorité de la population mondiale dont la pauvreté, reconsidérée à l'aune du sacro-saint principe d'attractivité, en fait une population de migrants potentiels. Elle s'adresse au monde, considéré comme marché de la migration. Il n'est alors pas difficile de trouver le ressort de cette violence et ce qui la rend illimitée : elle cible des personnes précises et bien réelles, mais dans la mesure où elle cible au-delà une population virtuelle, elle nie le statut de personnes et de victimes des migrants réellement ciblés. C'est évident dans le cas de la « campagne », renforcée plus qu'initiée par Trump, contre l'immigration sud-américaine : la séparation brutale des familles à la frontière, les parents clandestins étant transférés vers les prisons fédérales tandis que les enfants sont maintenus dans des centres pour mineurs, assume pleinement son rôle dissuasif. Les vidéos montrant les enfants appelant en pleurant leur père ou leur mère devant la police des frontières, ou montrant d'autres enfermés dans de véritables cages en fer, dévoilent une violence réelle aussi bien faite pour être dévoilée, une violence sans limite parce qu'elle se veut spectaculaire. La souffrance infligée aux enfants est d'autant plus violente qu'elle s'adresse, à travers leurs corps, à des parents imaginaires bouclant la valise de leurs enfants dans un bidonville de Caracas. Il en va exactement de même dans la gestion des camps à Calais ou à Paris. Ces camps sont maintenus dans un état de précarité maximale par l'absence ou la destruction de sanitaires, la détérioration de la nourriture fournie par les associations, la confiscation d'effets personnels. De temps à autre, ils sont brusquement démantelés. Les migrants sont alors officiellement relogés, mais il est essentiel à la stratégie inhospitalière qu'ils soient mal logés, qu'ils ne le soient pas tous, et que *cela se sache*. Le pire, dans ce contexte, serait que le relogement rende les migrants invisibles, que l'effacement de leur souffrance crée un vide dans la politique d'inhospitalité. Cette politique rythmée par le remplissage des camps, leur démantèlement et le prétendu relogement peut alors très bien cohabiter avec une politique favorisant l'attractivité

économique et touristique du pays, si l'on entend par cohabitation la stricte répartition spatiale, si nette à Paris, entre les quartiers de finances, les quartiers touristiques et les quartiers du Nord-Est qui conjuguent population gentrifiées, logements sociaux et lieux inhabitables où se trouvent les migrants. Ainsi la « plus belle ville du monde » peut-elle aussi tenir une place « honorable » dans le marché mondial de l'inhospitalité.

Doit-on dire finalement qu'il n'est pas de pire violence que celle qui vise sa propre manifestation ? Sûrement pas. L'inhospitalité manifeste des démocraties a pour complément une inhospitalité externalisée dans les camps de Turquie, d'Afrique du Nord, de Libye ou d'Afghanistan, où la violence se fait torture, viol, esclavage ; l'Europe tout entière a tendance à masquer sa contribution diplomatique et financière à cette violence. Il reste que l'aspect secret de la pire violence vise également à être communiqué par des canaux à peine plus discrets que la contre-publicité des démocraties, et déjà effectifs chez elles. Le plus manifeste est celui de la dénonciation : malheureusement, tout ce qui peut être dit et montré pour dénoncer la violence que subissent les migrants entre sans difficulté dans la logique dissuasive des États. Le canal le plus important est cependant autre : c'est celui de la communication des migrants avec leur pays de départ. La version extrémiste de « l'appel d'air » insiste plutôt, on l'a vu, sur le mythe d'une communication instantanée entre ces « ennemis de l'intérieur » que sont les immigrés de seconde génération et les migrants, les premiers guettant chaque mesure sociale qui pourrait faire venir les seconds. Mais cette obsession complotiste n'est possible que référée à sa version sobre et renversée, celle selon laquelle les smartphones des migrants doivent devenir la première infrastructure matérielle de la communication répulsive, autrement dit de la « transparence » sur le marché de l'inhospitalité. Les meurtres, les viols, l'esclavage, les noyades, tous les crimes et toutes les souffrances que les migrants subissent ou dont ils peuvent témoigner doivent trouver leur efficacité dans la mesure même où ils peuvent encore en témoigner. Les migrants

utilisent bien sûr également leur smartphone pour rester simplement en contact avec leurs familles, pour organiser leurs déplacements et leur arrivée¹. C'est alors l'accentuation de la politique d'inhospitalité qui doit permettre que ce canal soit principalement consacré à sa diffusion : la souffrance et la mort font leur publicité toutes seules et monopolisent sans difficulté les canaux de communication.

Dans l'île de Nauru, où sont détenus indéfiniment les migrants ayant tenté de rejoindre l'Australie par la mer, les enfants souffrent de catatonie et certains tentent de se suicider en s'arrosant d'essence. Quand il est accusé d'inhumanité, le gouvernement australien répond qu'il n'entend que montrer le risque de l'immigration clandestine, pour prévenir cet autre risque qu'est la migration par la mer, bref, qu'il sauve des vies. Dans le camp de Moria, sur l'île de Lesbos, sept mille réfugiés vivent sur un sol boueux, au milieu des rats, dans des tentes délabrées ; les sanitaires tout comme l'accompagnement médical sont quasiment inexistantes. Le Danemark prévoit d'installer plus d'une centaine de migrants expulsables sur une île qui fut consacrée aux recherches sur la rage porcine et canine et qui aura été au préalable décontaminée ; ils ne seront pas officiellement privés de liberté, seulement le ferry qui relie l'île au Jutland sera trop cher pour être utilisé.

On voit ici quelle biopolitique perverse peut être au service d'une politique qui l'englobe. Mais surtout ces îles, ouvertes sur la mer et en même temps fermées, dont les côtes sont en même temps des murs, sont plus que la métaphore d'une inhospitalité qui semble limitée par le droit, mais reste en fait sans limites.

Les chances de l'hospitalité

Est-il alors encore possible de redonner ses chances à l'hospitalité ? Signalons d'abord que celle-ci n'est pas morte – qu'elle

1. Ai Weiwei a rendu hommage à ce rôle vital du smartphone dans sa contribution à l'exposition « Mobile / immobile » présentée par le Forum vies mobiles, aux Archives nationales (Paris et Pierrefitte) en 2019.

vit, résiste et se montre par contraste face aux politiques inhospitalières : les associations, les bénévoles, les habitants, les journalistes ou les intellectuels qui luttent contre la violence et la dénoncent, aident les migrants, désobéissent aux lois qui interdisent cette aide, montrent en acte que l'inhospitalité trouve sa limite extérieure dans une mobilisation politique minoritaire. Même le détournement des dénonciations en contre-publicité ne peut rien faire contre la capacité de cette dénonciation à mobiliser un certain nombre de citoyens. Il reste que la logique de l'inhospitalité est dominante : elle reste acceptable pour la majorité des citoyens dans les démocraties libérales justement parce qu'elle est elle-même libérale ; la violence anéconomique qui l'accompagne choque tout le monde, mais la majorité se caractérise toujours par sa capacité à absorber cette violence : d'abord parce qu'elle ne la subit pas directement, ensuite parce que la violence se présente elle-même comme indirecte : ce n'est pas un mal pour un bien, c'est un mal pour un mal virtuel subi par une population de migrants virtuels, qu'on espère plus choquée qu'on l'est soi-même, car plus directement menacée.

Faut-il alors placer la chance de l'hospitalité dans l'aspect autodestructeur de l'inhospitalité ? On pourrait en effet penser que des États de droit ne peuvent pas indéfiniment favoriser la violence et l'externaliser, faire la publicité mondiale de leur capacité de non-accueil sans que leur attractivité s'en ressente. Mais tout d'abord les démocraties libérales ont une grande expertise dans le domaine du ciblage : l'attractivité et l'inhospitalité sont des sœurs jumelles qui ne sont pas censées se rencontrer, chacune a son discours, sa presse, ses lieux, ses actes, et la vigilance vis-à-vis des effets d'aubaine est justement cette vigilance exercée contre leur rencontre. Ensuite et surtout, le risque de l'effet d'aubaine, même minime, reste un argument majeur dans l'accélération de la déréglementation libérale : celle-ci vise en effet bien moins à promouvoir un bien-être social « en même temps » qu'une rentabilité économique qu'à détruire ce bien-être social, en estimant qu'il est impossible de le « cibler » correctement : chaque mesure restreignant le droit au chômage amène

ses « faux chômeurs » qui permettent de préparer la restriction suivante, chaque diminution des aides à l'emploi son « faux travail » préparant la diminution suivante. C'est ainsi que les faux prétendants au bien-être sont destinés à s'appauvrir réellement, jusqu'à ce qu'apparaisse la réciproque, à savoir que c'est un appauvrissement réel qui fondait leur prétention. La destruction de la société n'est pas l'autodestruction du libéralisme, c'est son corrélat immédiat ; plus le monde se transforme en marché, plus le monde est rejeté hors du marché.

Le seul espoir se situe alors dans le fait que le monde est aussi une Terre, un espace limité, qu'il est comme une grande île où tous les hommes doivent cohabiter. Où, pour le dire comme Zigmunt Bauman, le monde est plein¹. Il ne l'est pas d'abord en raison de l'accroissement démographique mais bien de l'indifférence de plus en plus marquée des lois économiques vis-à-vis des humains : les capitaux ont de moins en moins besoin de main-d'œuvre, et encore moins besoin de populations sans travail à la consommation réduite, si bien que la population au niveau national ou mondial devient très vite redondante et surnuméraire. Incluant la possibilité d'une biopolitique qui s'attache à réduire ces populations à la survie, la loi qui rend les populations jetables n'est pas en elle-même biopolitique : elle repose sur une simple physique que l'on pourrait dire de mécanique des fluides (dans ce que Bauman nomme une « *modernité liquide* »), le contenant-monde étant débordé par son contenu-humanité. Il en découle que le « jetable » n'est même pas le survivant, d'où sa proximité avec une simple chose devenue inutile. Cette interprétation a alors l'avantage de rappeler que la naturalisation des lois de l'économie ou, en d'autres termes, la réification du monde, englobe bien leur « biologisation ». La limite de la loi du jetable, c'est alors qu'il n'y a rien hors du monde : le surplus croissant d'humains est donc inévitablement jeté dans le monde, tout comme les détritrus de la production

1. Voir Zigmunt Bauman, *Vies perdues : la modernité et ses exclus*, Paris, Payot, 2004, 2009.

marchande, et dans les mêmes lieux, à moins que leurs lieux d'habitation soient désignés comme lieux de réception de ces détritiques, ce qui revient au même.

Dans ce monde plein, les appels d'air diminuent forcément, tandis qu'un impératif augmente : celui, justement, de faire avec la limitation du monde qui doit accueillir toute la misère du monde et ne peut se contenter d'en prendre sa part. Malheureusement, le monde peut devenir entièrement misérable et l'humanité le détruire en même temps qu'elle se détruit. Il reste que cette possibilité négative, qui rend absurde le calcul économique, montre que la cohabitation dans le monde est une exigence qui n'est pas de l'ordre du calculable : qu'elle est anéconomique, qu'elle est un devoir éthique directement opposé à la violence anéconomique accompagnant les calculs et « l'attractivité » du marché. Sans cette exigence, il n'y a (et il n'y aura) tout simplement pas d'humanité ou, pour le dire autrement, une vie peut-être, mais plus de sens humain de la vie.

C'est pourquoi l'exigence de la cohabitation est absolue, et n'est autre que celle d'une hospitalité inconditionnelle. Selon Derrida, le devoir d'hospitalité exige sa propre pervertibilité dans un système de droit qui rend ainsi fini un devoir infini, et c'est cette perversion nécessaire qui explique l'inhospitalité de tout État¹. Il en découle que le droit ne peut que relancer l'exigence inconditionnelle de l'éthique. Mais aussi bien l'économie libérale rend la perversion de l'hospitalité virtuellement infinie ; celle-ci trouve alors sa limite réelle (mondaine) dans le même devoir inconditionnel d'hospitalité. C'est alors ce dernier qui s'exprime dans les actes collectifs, souvent bénévoles, visant à accueillir au mieux les migrants, envers et contre tout.

Il reste que l'éthique est politique sans être la politique : il ne faut pas attendre une prise de conscience générale qui lui ralliera une majorité démocratique, mais plutôt compter sur le fait que cette majorité se découvrira bientôt elle-même jetable, ou déjà effectivement jetée. Il faut en passer par là pour que le

1. A. Dufourmantelle et J. Derrida, *De l'hospitalité*, Paris, Calmann-Lévy, 1997.

monde mute, pour que la démocratie et la liberté reprennent sens, un sens qui ne peut plus être que cosmopolitique, et nous en sommes (presque) là.